



Paméla GALLOPIN



Nicolas RIBEIRO



Sabrina NOURI



Martine DESAULES



Boris VIOLET



Cécile MARCHESI



David Espin

**06.59.29.75.46**

64/68 rue des  
Dessous des Berges  
75013 Paris

sud.ceidf@sudbpce.com



# LE DIRECTOIRE ÉCHAPPE AUX FINS DE MOIS DIFFICILES

**Vous avez des difficultés à joindre les 2 bouts, vous peinez à payer vos factures alors que vous êtes salariés de la CEIDF ? Eh bien sachez que quelques privilégiés vivent très correctement à la CEIDF grâce à vos efforts : nos 5 membres du Directoire.**

**Pour nos 5 membres du Directoire, inutile de jouer au Loto, c'est le Jackpot à la CEIDF. Les chiffres de l'année 2024 ont été publiés et ils sont conséquents :**

**Rémunération totale hors charges patronales : 3,590 M€**

**Dont 1,590 M€ de rémunération variable et 1,999 M€ de rémunération fixe.**

Comme si cela n'était pas suffisant, BPCE a imaginé un petit plus : le PILT (plan d'intérêt long terme) un mécanisme interne au groupe BPCE qui peut leur octroyer une prime allant jusqu'à 20 % pour le président et 10 % pour les membres de leur fixe en bonus pendant 3 ans. Un dispositif sur mesure pour récompenser la mise en réserve des résultats...au détriment des augmentations générales.

On comprend mieux que certains aient envie de jouer les prolongations car la place est confortable.

**Des écarts qui explosent, des efforts toujours exigés du même côté.**

Pendant que les rémunérations du haut de la pyramide grimpent, les augmentations générales et individuelles sont réduites au minimum, et les revendications des salarié.es restent lettre morte.

L'écart salarial s'accroît d'année en année, alimentant un système injuste et déconnecté de la réalité du terrain.

Comment justifier de tels montants versés à une poignée, pendant que la majorité voit son pouvoir d'achat reculer ?

**SUD refuse ce modèle d'inégalité**

À l'approche des négociations salariales annuelles, **Sud** ne cautionnera aucune mesure qui continuerait d'étrangler les salarié.es pendant que le sommet s'engraisse :

**NOUS EXIGEONS :**

→ Un salaire francilien minimum de **2000 euros nets**

→ **Une répartition plus équitable des richesses** créées par notre travail collectif

**REJOIGNEZ SUD QUI MILITE POUR UNE PLUS JUSTE  
RÉPARTITION DES RICHESSES**



À Paris,  
le 09/12/2025